Après avoir pris connaissance de notre opinion dans notre édition du 16 mai 2016, des lecteurs ont fait parvenir à notre rédaction leurs réactions qui oscillent entre encouragements et objurgations. Visiblement énervé, un désapprobateur, admirateur de de *Joseph Anderson Le*, écrit :
« Vous empruntez un ton moralisateur, agacé, comme si vous étiez les gardiens d'une ou de la vérité et d'un modèle éternels. »
Et de poursuivre plus loin :
« En parlant du cabinet
si vil,
votre intention est de jeter l'opprobre sur Monsieur Joseph Anderson Le et sur une institution de la République, et par ricochet sur le chef de l'État, ce qui n'honore pas le grand journaliste que vous prétendez être »
. Soit.
Répondre à ce lecteur serait verser dans une polémique vaine. Cependant, il nous semble utile de rappeler notre rôle qui n'est pas, pour parler comme Albert Camus, de transformer le monde ni l'homme ; nous n'avons pas assez de vertus ni de lumières pour cela. Mais, il est, peut-être, de servir à notre place, les quelques valeurs sans lesquelles

un monde, même transformé, ne vaut pas la peine d'être vécu, sans lesquelles un homme, même nouveau, ne vaudrait pas d'être respecté.

Cela relèverait de la mauvaise foi et de l'imposture si nous prétendons à l'**objectivité absolue**, ou plus drôle encore, si nous croyons détenir la
vérité absolue
. S'il est vrai que l'objectivité dans la profession de journaliste répond au besoin de connaître les faits avec le maximum d'exactitude, la sécheresse de l'objectivité absolue rendrait les faits inintelligibles au plus grand nombre. Les lecteurs abreuvés d'une objectivité froide de nos papiers les trouveraient sans doute partiels et partiaux. Au sein de notre rédaction, nous avons opté pour une objectivité de base, à laquelle l'intervention subjective d'un journaliste compétent et honnête apporte un complément nécessaire à la compréhension, comme l'enseignait, un maître en journalisme,
Philippe Gaillard
.
Émile Zola disait d'ailleurs: *« Quand on enferme la vérité sous terre, elle s'y amasse, elle y prend une force telle d'explosion, que, le jour où elle éclate, elle fait tout sauter avec elle. On verra bien si l'on ne vient pas de préparer, pour plus tard, le plus retentissant des désastres »*
. Ernest Ouandié, leader de l'UPC lâchement assassiné par le régime despotique dirigé par
Ahmadou Ahidjo
, avec à ses côtés
Paul Biya
, affirmait que
« la vérité voyage sans passeport.»
Si le lecteur sus-cité fait des efforts pour prendre connaissance et comprendre l'origine de la crise qui secoue la **Société de presse et d'Éditions du Cameroun** (Sopecam), il nous donnera certainement raison et ne conclura pas hâtivement que nous exagérons quand nous traitons **Anderson Le** de
directeur adjoint du cabinet
si vil.
Quel qualificatif donne-t-il à l'acte indigne qu'il vient de poser en rectifiant à la main (au crayon) les résolutions du conseil d'administration de la Sopecam pour faire passer de deux (2) à quatre (4) le nombre d'actes de nomination validés par ce conseil, simplement parce qu'il veut faire main basse sur cette institution en plaçant des hommes liges, si l'on en croit le confrère
Oeil du Sahel
, édition du 6 juin 2016? Cet ex-journaliste ne s'est-il pas comporté comme une véritable fripouille, un voyou de la République. Il n'est par conséquent pas exagéré d'affirmer qu'il avilit le cabinet qui s'occupe des affaires privées du chef de l'État où il avait été appelé par décret, un lieu où il doit être irréprochable. Si le Cameroun fonctionnait normalement, si
Paul Biya
était capable de mettre en cohérence ses discours et ses actes, il devrait logiquement démissionner cet individu, qui se comporte comme un bandit, du poste de président du conseil d'administration de la Sopecam et dont les agissements entachent gravement l'image de l'institution qui se charge de ses affaires privées. S'il le maintient en poste et au poste de Pca de la Sopecam, surtout après avoir, plus d'une fois dans ses discours, stigmatisé la manière de servir de ses collaborateurs, le citoyen lambda percevra et interprètera ce maintien comme une incohérence, une
caution immorale
à son régime et une approbation de sa manière de servir, c'est-à-dire tricher.

Anderson Le est d'ailleurs coutumier de tels agissements. En décembre 2010, nous avons d'ailleurs vécu dans notre chair ses basses manœuvres qui avaient conduit à notre kidnapping, à notre incarcération et à notre condamnation à un an de prison avec sursis de trois (3) ans pour *« outrage au président de la République »*. Comme un crime n'est jamais parfait, il s'était trahi en faisant publié dans les colonnes de certains journaux un
« papier »
insipide, écrit avec l'aide de certains journalistes bien connus, et intitulé :
« L'urgence d'une reprise en main du métier de journaliste »
. Il est peut-être temps d'engager une réflexion sur le thème :
« Gouvernance et éthique républicaine : l'urgence d'une reprise en main de la fonction de Pca et de directeur du cabinet si vil »
. Car,
« La persistance des dérives dans la pratique
[des gouvernants]
au Cameroun, comme l'illustrent les
[manœuvres d'Anderson Le]
sus-évoqué
[e]
s
,
interpelle, au plus haut point, non seulement
[le chef de l'État qui définit la politique de la nation appliquée par les ministres et nomme aux emplois civils et militaires de l'État],
mais aussi, quoi que l'on dise, notre profession
[et l'opinion publique]
tout entière, au Cameroun, comme à l'étranger.
La manipulation
[et la rectification des documents du conseil d'administration de la Sopecam dans l'optique de positionner des affidés]
et l'instrumentalisation ne peuvent plus continuer à constituer l'essentiel de la pratique
[des commis de l'État dont le seul mérite est d'avoir été nommé par décret].
L'utilisation mesquine
[de la position qu'on occupe à la présidence de la République par un individu clairement identifié pour nuire à Marie Claire Nnana, DG de la Sopecam et]
pour les luttes
[et positionnements]
politiques
[entache gravement l'image du chef de l'Etat et de son régime et]
menace la dignité et
[l'éthique républicaine] », pour parler comme le célébrissime Anderson Le dans sa
«tribune»
ventillée dans les médias en decembre 2010.

Jean-Bosco Talla

Source: *Germinal* n°087